

Le 2 septembre 2007

La convergence entre indépendance énergétique et préservation climatique : une opportunité à saisir par l'Administration américaine

Jean-Pierre HAUET

Le tripode de la politique énergétique

La politique énergétique de la France et plus généralement celle des pays occidentaux repose sur la recherche d'un compromis entre trois impératifs :

- la minimisation du coût des approvisionnements,
- la préservation d'un niveau de sécurité acceptable,
- la limitation de l'impact climatique des consommations d'énergie.

Durant les années qui ont suivi les crises pétrolières de 1973 et 1981, la priorité a été donnée aux deux premières préoccupations. Le gouvernement français a ainsi mené une politique vigoureuse de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de diversification des approvisionnements avec, en particulier, la mise en œuvre d'un ambitieux programme nucléaire.

La contrainte climatique a fait son apparition de façon plus récente, au moment où la préoccupation sécuritaire s'étiolait, alors que la France et le monde occidental en général retrouvaient un confort illusoire dans des énergies pétrolières et gazières abondantes et finalement guère plus coûteuses qu'il y a trente ans.

Mais au moment où l'impératif climatique venait à occuper le devant de la scène, avec les débats sur la ratification du protocole de Kyoto et les rapports du GIEC, la question sécuritaire, fortement oblitérée dans les années 1990 revenait également en force, avec le traumatisme du 9 septembre, les événements d'Irak, le problème de l'Iran, l'attitude ambiguë de la Russie, les positions « progressistes » du Venezuela, de la Bolivie, etc.

Climat et sécurité sont devenus des enjeux politiques, aux Etats-Unis notamment

Si la nécessité de concilier les trois impératifs énergétiques précédemment rappelés est à présent admise par tous les pays économiquement développés, la difficulté de trouver un consensus autour de politiques énergétiques coordonnées provient, pour une large part, du fait que les Etats n'accordent pas le même poids à chacune de ces composantes.

L'Europe, dans son ensemble, est favorable à une politique climatique volontariste. La compétence de l'Union Européenne est reconnue pour les questions environnementales alors que la composition des « mix » énergétiques, qui conditionne largement la sécurité des approvisionnements, reste de la compétence des Etats. Il est bien difficile dans ces conditions de construire une politique de sécurisation au niveau européen.

Les USA au contraire, encore sous le choc des événements du 9 septembre, sont obnubilés par la question sécuritaire. L'administration Bush ne nie plus le problème climatique mais n'est pas convaincue de son urgence absolue ni de la pertinence des réponses que les Européens veulent lui apporter.

Mais à l'intérieur des Etats-Unis, le débat est vif. Un nombre significatif d'Etats, essentiellement à l'Est et à l'Ouest, en particulier les 10 Etats du RGGI¹ et les 6 Etats du WCI², entendent mener des politiques climatiques beaucoup plus actives que celles du gouvernement fédéral et, par exemple, se proposent de mettre en œuvre, à compter du 1^{er} janvier 2009 dans l'Est américain et,

¹ RGGI: Regional Greenhouse Gas Initiative (Connecticut, Delaware, Maine, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Rhode Island, Vermont, Maryland).

² WCI : North American Western Climate Initiative (Californie, Oregon, Washington, Nouveau Mexique, Arizona, Utah + les provinces canadiennes de Colombie britannique et du Manitoba).

probablement à compter de 2012 dans l'Ouest, des systèmes d'encadrement des émissions de CO₂ s'inspirant de l'exemple européen.

En parallèle, 10 bills ont été à ce jour déposés, dans le cadre du 110^{ème} congrès, soit au Sénat (pour 7 d'entre eux), soit à la Chambre des Représentants (pour 3 d'entre eux), visant à instituer, au niveau fédéral, une limitation des émissions de gaz à effet de serre. De grandes voix se font entendre, notamment celles des sénateurs Lieberman, McCain, Sanders, Kerry, Bingaman, Boxer, etc. mais l'Administration Bush fait le gros dos et avance à pas comptés.

Climat et sécurité s'annoncent comme des thèmes clés de la prochaine campagne présidentielle américaine. Alors que la plupart des leaders démocrates ont retenu le changement climatique comme l'un des thèmes majeurs de leur campagne, les candidats potentiels républicains ont fait de l'indépendance énergétique l'une de leurs priorités. L'ancien Gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney, qui avait initialement soutenu la constitution du RGGI, a recentré sa campagne sur l'indépendance énergétique et notamment l'apport que l'on peut attendre des biocarburants. L'ancien maire de New York, le républicain Rudy Giuliani, a inclus l'indépendance énergétique parmi les douze commandements de sa profession de foi électorale. Le sénateur de l'Arizona, John McCain, reste cependant fidèle aux propositions qu'il a faites avec le sénateur indépendant du Connecticut Joe Lieberman et apparaît ainsi comme un trait d'union entre les deux écoles de pensée.

Pourtant climat et sécurité sont les deux facettes d'un même combat

A la vérité, il serait temps de reconnaître que la lutte contre le réchauffement climatique et la recherche de l'indépendance énergétique ne sont, pour les pays occidentaux, que deux déclinaisons d'un seul et même combat : celui en faveur d'une **politique énergétique durable**.

Sans doute n'a-t-on pas suffisamment mis en relief que la quasi-totalité des mesures qui concourent à limiter les émissions de gaz à effet de serre vont également dans le sens d'un renforcement de l'indépendance énergétique et de la sécurité d'approvisionnement.

On peut prendre une par une les mesures de lutte contre l'effet de serre,

- économies d'énergie,
- développement des énergies non émettrices de CO₂ : hydraulique, éolien, photovoltaïque, géothermie,
- développement de la biomasse et des biocarburants,
- énergie nucléaire,
- sans oublier la capture et le stockage du CO₂ qui ouvrira la voie à une utilisation propre des ressources charbonnières et des sables asphaltiques :

toutes ces mesures participent du renforcement de la sécurité énergétique.

Il y a dans cette convergence quelque chose qui interpelle et qui transcende la logique élémentaire. Une chose est sûre, c'est que la lutte contre le réchauffement et l'indépendance énergétique ont un coût mais on sait que ce coût est supportable et que, en ordre de grandeur, un prix de la tonne de CO₂e de 40 €, rendrait économiquement possibles la quasi-totalité des mesures de préservation du climat tout en permettant de retrouver une indépendance énergétique suffisante.

La politique américaine peut se redéployer autour de cette convergence

Il y a fort à parier que les américains ne seront pas les derniers à se retrouver autour de cette vision commune qui permettra aux Républicains et aux Démocrates de converger sur une même politique sans rien renier de leurs convictions respectives.

Nous pensons même que le Président Bush ne laissera pas à son successeur l'opportunité d'opérer un virage stratégique que de plus en plus d'électeurs appellent de leurs vœux. Les conditions d'un retour en force du pouvoir fédéral sont aujourd'hui réunies : les opinions ont mûri et les initiatives régionales, bien qu'elles donnent l'impression de faire la course en tête, sont fragiles :

- le RGGI s'apprête à souffrir du « syndrome des assignats », caractérisé par un surplus de droits d'émission, comme l'EU-ETS dans sa première période, et ainsi que nous l'avions décrit dès mars 2005,
- le WCI ne sait pas comment traiter convenablement le problème du « linkage » et de la délocalisation accrue de la production d'électricité vers des Etats voisins que la politique d'encadrement des émissions

préconisée par le Gouverneur Schwarzenegger risque à coup sûr d'entraîner,

- les débats juridiques sur les compétences respectives du gouvernement fédéral et de celui des Etats, suscités par les initiatives d'Arnold Schwarzenegger, dans le domaine automobile notamment, ne tourneront pas nécessairement à l'avantage de ce dernier.

Des indices ne trompent pas :

- le projet de registre fédéral des émissions, « The Climate Registry », prérequis indispensable à la mise en place de tout système d'encadrement des émissions regroupe à présent 40 Etats américains, avec le ralliement récent de la Floride, du Nevada et de l'Iowa.
- la bourse des échanges de quotas volontaires basée à Chicago (The Climate Exchange ou CCX) après avoir essaimé en Europe dans l'ECX d'Amsterdam, prend ses dispositions pour être présente à New York, dans le New Jersey et dans d'autres points stratégiques.

Décidant à l'issue du G8 de prendre la main et de convier une conférence internationale sur le Climat à la fin septembre 2008, le Président Bush n'est pas loin de siffler la fin de la récréation et, comme le fait en Australie le Président John Howard, de réaffirmer la prééminence du pouvoir fédéral sur celui des Etats.

Pouvant donner satisfaction à la fois aux tenants de l'indépendance énergétique et à ceux de la préservation climatique, le Président américain va se trouver très prochainement en position de jouer les arbitres en préconisant des positions qui seront moins laxistes que celles des Etats de l'Est américain mais moins volontaristes que celles de la Californie et de ses Etats voisins. Des qui seront certainement moins en pointe que les positions européennes mais qui seront jugées plus acceptables par les pays en développement (Chine, Inde, Corée du Sud, Mexique, Brésil).

Une chance pour les USA de reprendre un leadership sur un terrain où on ne les attendait plus. Une situation à suivre avec beaucoup d'attention et de pragmatisme par l'Europe si elle souhaite continuer à servir d'exemple dans le domaine de la préservation du climat.